



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Fabrication d'une vanne d'aqueduc pour l'écluse n°3
de Notre Dame de la Garenne (27)**

**VOIES NAVIGABLES DE FRANCE - Direction Territoriale Bassin de la Seine
et Loire Aval**
18 quai d'Austerlitz
75013 PARIS

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Fabrication d'une vanne d'aqueduc pour l'écluse n°3 de Notre Dame de la Garenne (27)
	Type de contrat	Marché public
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	6 mois
	Reconduction	
	Prix	Prix forfaitaires et prix unitaires
	Variation des prix	Sans
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat.....	4
2 - Pièces contractuelles.....	4
3 - Confidentialité et mesures de sécurité	4
4 - Durée et délais d'exécution	5
4.1 - Durée du contrat	5
5 - Prix.....	5
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	5
5.2 - Modalités de variation des prix	5
6 - Garanties Financières	5
7 - Avance.....	5
7.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	5
7.2 - Garanties financières de l'avance.....	6
8 - Modalités de règlement des comptes.....	6
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	6
8.2 - Présentation des demandes de paiement.....	6
8.3 - Délai global de paiement	7
8.4 - Paiement des cotraitants	8
8.5 - Paiement des sous-traitants.....	8
9 - Conditions d'exécution des prestations.....	8
10 - Développement durable.....	10
11 - Constatation de l'exécution des prestations	11
11.1 - Vérifications	11
11.2 - Décision après vérification	11
12 - Garantie des prestations.....	12
13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	12
14 - Pénalités.....	13
14.1 - Pénalités de retard.....	13
14.2 - Pénalité pour travail dissimulé	13
14.3 - Autres pénalités spécifiques	13
15 - Assurances.....	16
16 - Résiliation du contrat.....	17
16.1 - Conditions de résiliation.....	17
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	17
17 - Règlement des litiges et langues.....	17
18 - Dérogations.....	17

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
Fabrication d'une vanne d'aqueduc pour l'écluse n°3 de Notre Dame de la Garenne (27)

Les prestations comprennent :

- Les études d'exécution, basées sur les plans fournis et le CCTP ;
- Les approvisionnements nécessaires et la fabrication de la vanne (montages et contrôles en atelier, y compris contrôles interne et externe) ;
- Le transport, la manutention et la livraison sur site ;
- L'ajout d'un lest de 400kg sur la vanne d'Andrésy ;
- La fourniture du DOE.

Lieu de livraison de la vanne neuve :

Écluse n°3 de Notre Dame de la Garenne
3 chemin du halage
27 600 Gaillon

Lieu d'ajout d'un lest sur la vanne actuelle :

Écluse n°1 de 185 x 24m d'Andrésy
Quai de l'Ile PEYGRAND
78570 Andrésy (par Achères)

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires (BPUF)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le détail estimatif
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG)
- Un mémoire technique des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du contrat. Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise.
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation, être transmis, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent marché. Ces renseignements, documents, ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de VNF, être divulgués à des tiers. Le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent marché ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

En cas de sous-traitance, il revient au titulaire de faire figurer dans le contrat avec son sous-traitant, une clause imposant à son sous-traitant les mêmes obligations que celles du présent marché.

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation expresse, être transmis ou divulgués, même à titre gratuit, à des tiers.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Durée et délais d'exécution

4.1 - Durée du contrat

La durée du contrat est de 6 mois.

L'exécution des prestations débute à compter de la date fixée par ordre de service.

La livraison de la vanne et du lest de 400 kg pour l'écluse de NDG est prévue pour le 26 mai 2026 au plus tard. L'ajout du lest pour la vanne stockée à Andrésy se fera dans le même délai.

5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes et non actualisables.

6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

7 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 20,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 20,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 10,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. À défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

7.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Les décomptes mensuels et généraux seront présentés dans la forme et suivant l'ordre du bordereau des prix et seront remis au Maître d'ouvrage. En complément des conditions fixées par l'article 11.7.1 du CCAG-FCS, les décomptes seront remis pour le 10 du mois suivant l'exécution des prestations. Les prestations au forfait, et qui ne sont pas achevées, feront l'objet d'une évaluation en pourcentage de l'avancement desdites prestations. Ces pourcentages seront évalués par l'opérateur économique titulaire et vérifiés par le Maître d'ouvrage.

Le décompte mensuel, établi par l'opérateur économique titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'ouvrage qui pourra ensuite le mandater une fois l'acceptation ou la rectification réalisée.

Le règlement des sommes dues au titulaire pour l'exécution des prestations sera effectué suivant les dispositions prévues dans le BPUF.

À la fin de l'exécution des prestations, l'opérateur établit un décompte final, qu'il soumet au maître d'ouvrage dans un délai de 30 jours.

Ce document ne peut être remis qu'après la validation de la bonne exécution des prestations et la fourniture de tous les documents requis. Le paiement est basé sur ce décompte final, qui peut être rectifié par le maître d'ouvrage. En cas de retard de soumission, le maître d'ouvrage peut établir le décompte final lui-même, aux frais de l'opérateur. Par dérogation à l'article 11.7.1 du CCAG FCS, un délai de 9 mois est accordé au maître d'ouvrage pour notifier le décompte général à l'opérateur, mais ce délai peut être prolongé si le maître d'ouvrage refuse le décompte initial.

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13001779100034

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes : 1° La date d'émission de la facture ; 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ; 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ; 4° Le numéro de l'engagement juridique généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique (correspondant au numéro du bon de commande) ; 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ; 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ; 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés ou des prestations réalisées ; 8° Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix unitaire forfaitisé ; 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ; 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ; 11° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ; 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires. Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux

d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

8.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

9 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Adresse de livraison de la vanne neuve :

DTBS - ST Boucle de la Seine - SMO
Écluse n°3 de Notre Dame de la Garenne - 27600 GAILLON

Lieu d'ajout d'un lest sur la vanne en stock :

Écluse n°1 de 185 x 24m d'Andrésey
Quai de l'Île PEYGRAND
78570 Andrésey (par Achères)

Notification par le biais du profil d'acheteur :

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Si la décision ou l'information fait courir un délai en mois ou en jours :

Par dérogation à l'article 3.1 du CCAG, dans l'hypothèse où le titulaire n'a pas accusé réception de la décision ou de l'information le lendemain de l'envoi effectué par le MOA, la décision ou l'information est réputée être notifiée au titulaire le surlendemain du jour de l'envoi par le MOA au sens de l'article 3.2.1 du CCAG.

Si la décision ou l'information fait courir un délai en heures :

Par dérogation à l'article 3.1 du CCAG, dans ce cas les délais commenceront à courir à partir de l'envoi effectué par le MOA.

S'il est fait usage de la plateforme PLACE permettant l'envoi de courrier ou document par voie électronique avec avis de réception et horodatage des échanges :

Par dérogation à l'article 3.1 du CCAG, les délais commenceront à courir à partir de l'envoi effectué par le MOA.

Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions suivantes :

Au sein de la maîtrise d'ouvrage, la fonction de conduite d'opération est assurée par la Subdivision Maintenance Opérationnelle de l'UTI Boucle de Seine.

Période de préparation :

L'opérateur économique titulaire devra fournir le programme et réaliser les études d'exécution des prestations. Dans le cadre d'un groupement d'opérateurs économiques, le mandataire devra indiquer les dispositions prévues pour assurer la coordination des tâches incombant aux autres intervenants (Cf Art 2.2.1 du CCTP).

Il sera également établi pendant les périodes de préparation par les soins du maître d'ouvrage :

- Une reconnaissance des lieux entre le titulaire et le représentant du RPA pour définir les modalités pratiques de livraison ;
- La fourniture des coordonnées du CT si toutefois le RPA décide de recourir à un prestataire externe.

Durée et délai d'exécution :

Le démarrage des prestations intervient dès notification du marché.

Sont réputés inclus dans le délai global d'exécution du marché :

- l'ensemble des délais d'études, de visas, d'approvisionnement, de fabrication, de livraison et tous autres sujétions prévues au CCTP par le maître d'ouvrage

Le délai de validation des documents fournis par le titulaire au maître d'ouvrage est de 10 jours calendaire.

La livraison de la vanne et de son lest de 400 kg pour l'écluse de NDG3 est prévue pour le 26 mai 2026 au plus tard.

En cas de non-respect des délais, des pénalités incomberont au titulaire du marché comme stipulé dans le présent CCAP.

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Transport :

Les fournitures sont livrées sur le lieu de stockage qui sera précisé par le MOA.

Le titulaire est responsable du mode de transport de ses produits dans les conditions prévues à l'article 20.3 du CCAG.

Risques inhérents au transport :

Les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination ainsi que les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement et d'arrimage incombent au titulaire.

Les équipements seront emballés par le titulaire et à ses frais. Le titulaire devra réaliser, sauf stipulation explicitement contraire au marché, la fourniture de tous les matériaux, équipements et appareillages, ainsi que leur transport, déchargement, stockage, amenée à pied d'œuvre sur le lieu de stockage.

Leur transport depuis les usines de l'opérateur économique titulaire ou des fournisseurs, ainsi que celui de l'outillage de montage s'effectuera aux frais exclusifs et sous la responsabilité de l'opérateur économique titulaire.

L'opérateur économique titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité pour frais supplémentaires entraînés par le stockage en usine ou en atelier, par les mesures prises pour protéger, préserver et assurer l'équipement contre toute détérioration lors du transport et en cas de retard dans le déroulement du chantier. Le titulaire prendra à sa charge la fourniture des matériaux, des matières premières consommables, de l'outillage de chantier, des engins de manutention, d'une façon générale toutes les mesures et dépenses relatives à la fabrication et à leurs sujétions.

Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

Les fournitures doivent être livrées dans les conditions suivantes : du lundi au jeudi de 8h00 à 11h30 et de 13h30 à 16h00 et le vendredi de 8h00 à 12h00.

Chaque livraison sera accompagnée d'un bon de livraison. Le déchargement et le stockage sur site seront réalisés sous la responsabilité de l'opérateur économique titulaire, dans les conditions appropriées, notamment décrites au CCTP.

10 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Le titulaire est soumis aux obligations de la réglementation, des lois et règlements relatifs à la protection de l'environnement ainsi que de toutes recommandations découlant de la politique environnementale de Voies Navigables de France. Il s'engage par ailleurs à mettre en œuvre pendant toute la durée du marché, les dispositions relatives à une fabrication respectueuse de l'environnement prévues dans son offre.

Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de constater dans ses locaux ou ceux de ses sous-traitants, la concordance des éléments déclarés dans son offre.

11 - Constatation de l'exécution des prestations

11.1 - Vérifications

Les vérifications seront effectuées dans les conditions suivantes :

Fabrication, contrôles et essais : **se référer au CCTP**

Il est bien spécifié que les essais dans les ateliers de fabrication ne valent pas réception.

11.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions suivantes :

Par dérogation à l'article 30 du CCAG FCS, la réception des prestations sera regroupée sous la dénomination de « réception des prestations » et sera précédée « d'opérations préalables à la réception », réalisées selon la procédure suivante :

- Le titulaire devra indiquer la date à laquelle il estime que les prestations ont été achevées ou le seront au maître d'ouvrage ;
- Le titulaire, le maître d'ouvrage (et les bureaux de contrôles éventuels) devront procéder aux opérations préalables à la réception des prestations dans un délai de 15 jours à compter de la date de réception de l'avis mentionné ci-dessus ou la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement de la prestation, si cette dernière est postérieure. L'opérateur économique titulaire devra alors fournir l'ensemble des éléments requis pour assurer de la bonne exécution des prestations, précisées dans le présent marché (notamment tests, essais, résultats de contrôles en usine, etc.) ;
- Les opérations préalables à la réception seront sanctionnées par un procès-verbal (PV) dressé sur place et contresigné par l'ensemble des parties présentes. Si une partie prenante refuse de signer le PV, il en sera fait mention dans le document. Le PV sera présenté par le titulaire, qui préparera une liste des éléments à fournir requis par le marché pour assurer de la bonne exécution des prestations. Il comportera également : la constatation d'imperfections ou malfaçons, la constatation des prestations exécutées récapitulé dans la liste préparée par le titulaire, les constatations relatives à l'achèvement des prestations ;
- Le maître d'ouvrage aura alors 10 (dix) jours pour faire connaître au titulaire sa décision de réception des prestations, des éventuelles réserves, et de la date d'achèvement de l'exécution des prestations qu'il aura déterminées ;
- La réception totale ne pourra avoir lieu qu'une fois réalisé l'ensemble des contrôles et essais ;
- Lorsque la réception est assortie de réserves, le titulaire devra remédier aux imperfections et malfaçons identifiées dans le délai fixé par le maître d'ouvrage dans la décision de réception des prestations ;
- Toute prise de possession des ouvrages exécutés doit être précédée de leur réception totale. En cas d'urgence, la prise de possession peut intervenir antérieurement à la réception, sous réserve de l'établissement préalable d'un état des lieux contradictoire.
- Dans le cas d'une prise de possession en situation d'urgence, la réception finale ne pourra être prononcée qu'à la vue du bon fonctionnement de la vanne dans son puits.

12 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

Délai de garantie :

Les stipulations du CCAG FCS sont applicables, excepté celles contraires aux dispositions relatives à la garantie dans les documents du marché.

Le délai de garantie des ouvrages, parties d'ouvrages ou ensemble de prestations qui font l'objet d'une réception partielle court jusqu'à l'expiration du délai de garantie de l'ensemble de la prestation.

Garantie particulière d'étanchéité :

Le titulaire garantit le maître de l'ouvrage contre tout défaut structurel sur les vannes pendant un délai de 5 ans à partir de la date d'effet de la réception. Cette garantie ne couvre pas la détérioration des joints par des défauts sur le génie civil, ni des phénomènes extérieurs indépendants de la fabrication et de l'assemblage intrinsèque de celles-ci.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître de l'ouvrage, toutes les recherches sur l'origine des désordres et les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution.

Les garanties particulières suivantes sont également prévues dans les conditions suivantes :

Garantie particulière du système de protection des structures métalliques :

Le titulaire garantit la bonne tenue du système de protection par peinture sur les vannes pendant un délai de 8 ans et son aspect pendant un délai de 6 ans à partir de la date d'effet de la réception.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître de l'ouvrage, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution, en application des critères et dans les termes définis par le CCTP.

Autre(s) garantie(s) particulière(s) sur la protection anticorrosion :

Garantie d'aspect :

- Décollement, pelages et cloquages : Six (6) ans
- Altération de la couleur : Cinq (5) ans.
- Altération du feuil. : Trois (3) ans.

13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 37 du CCAG-FCS, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

Définitions :

En complément de l'article 34.1 du CCAG-FCS, les "résultats" désignent notamment les études, inventions, dessins, maquettes, logiciels, les documents écrits ou graphiques sur support matériels ou électroniques, ainsi que les prestations de direction, d'examen, de vérification et de gestion utiles à la réalisation et à l'exploitation, par d'autres opérateurs économiques, des ouvrages ou équipements visés par le marché.

Régime des connaissances antérieures :

Par dérogation aux dispositions de l'article 35 du CCAG-FCS, les dispositions suivantes s'appliquent :

La conclusion du marché n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autres natures afférents aux connaissances antérieures. Le pouvoir adjudicateur, le titulaire du marché et les tiers désignés dans le marché restent titulaires, chacun en ce qui le concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures.

Régime des droits de propriété intellectuelle :

Les droits de propriété intellectuelle désignent les droits de propriété littéraire et artistique et les droits de propriété industrielle. Par dérogation à l'article 37 du CCAG-FCS, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

14 - Pénalités

14.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 300,00 €.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, le titulaire subit, en cas de retard dans l'achèvement des étapes prévues dans le planning des études ou celui des travaux de fabrication respectivement validés par le RPA , une pénalité journalière de 300 € HT. Cette pénalité s'applique également en cas de retard dans la fourniture des DOE.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard est plafonné à 30,00 % du montant du marché, de la tranche ou du bon de commande.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

14.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

14.3 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Pénalités pour carence dans la réalisation des prestations de contrôles d'exécution	Journalière	100,00 €	En cas de non-respect des dispositions prévues pour le contrôle de la bonne exécution des travaux de fabrication mentionnées dans le CCTP ou indiquées le mémoire technique du titulaire, celui-ci encourt une pénalité journalière

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Pénalités pour carence dans la réalisation des prestations de livraison	Journalière	300,00 €	En cas de non-respect des dispositions prévues dans le CCTP ou le mémoire technique du titulaire, pour les supports, le transport et le déchargement des vannes, ce dernier encourt les pénalités suivantes pour chaque bon de commande : <ul style="list-style-type: none"> • 150 € forfaitaire pour les prestations liées au support des vannes • 200€ forfaitaire pour les prestations liées au transport y compris toutes les sujétions administratives ou techniques • 300€ forfaitaire pour les prestations liées au déchargement y compris toutes les sujétions administratives ou techniques
Pénalités pour carence dans le respect des règles d'hygiène et sécurité	Forfaitaire	200,00 €	En cas de non-respect des dispositions des documents de prévention des risques (ex : plan de prévention, protocole de chargement déchargement, etc..) le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 200 € par infraction constatée
Pénalités pour documents non fournis ou incomplet pendant et après exécution	Journalière	100,00 €	En cas de non-respect des dispositions prévues dans le CCTP ou le mémoire technique pour le rendu des documents à fournir pendant ou après exécution (études, DOE, suivi de projet...), le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 100 €.
Pénalités en cas de non-respect des obligations de confidentialité	Forfaitaire	100,00 €	En cas de constatation du non-respect de l'obligation de confidentialité, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 100 € par infraction constatée.
Pénalités pour absence de déclaration de sous-traitant	Journalière	150,00 €	En cas de constations d'absence de déclaration de sous-traitant avant le début de l'exécution du marché, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire journalière jusqu'à l'agrément du sous-traitant par le RPA. L'ensemble du retard occasionné sera en totalité à la charge de l'opérateur économique titulaire.
Pénalité pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés	Forfaitaire	250,00 €	À défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article 3 du présent CCAP, il sera fait application d'une pénalité pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté.

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Pénalité pour travail dissimulé	Forfaitaire	10,00 %	Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du marché. Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.
Pénalités pour manquement aux clauses environnementales	Forfaitaire	100,00 €	En cas de constatation de manquement relatifs aux clauses environnementales (prévues au CCAP contrat et dispositions législatives/réglementaires applicables), le titulaire se verra appliquer une pénalité par manquement constaté.
Pénalités pour manquement aux obligations relatives à la gestion des déchets et à leur traçabilité	Forfaitaire	100,00 €	En cas de constatation de manquement aux obligations relatives à la gestion et à la traçabilité des déchets, notamment prévue à l'article 9 du CCAP, le titulaire se verra appliquer une pénalité à hauteur de 100 €/infraction constatée.
Pénalités pour non remise de l'attestation sur l'honneur indiquant l'absence de conflit d'intérêts	Forfaitaire	300,00 €	La non remise de l'attestation sur l'honneur indiquant l'absence de conflit d'intérêts, suite à une demande du maître d'ouvrage, entraîne une pénalité par constat.
Pénalités pour manquement aux clauses sociales d'insertion	Forfaitaire	24,04 €	En cas de constatation de manquement aux clauses sociales, l'opérateur économique titulaire se verra appliquer une pénalité dont le montant sera égal au produit de deux fois le SMIC horaire brut (en date du 1er janvier 2026) par le nombre d'heures d'insertion non réalisées.

15 - Assurances

Tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier qu'il est titulaire des contrats d'assurances dans les conditions suivantes :

Dispositions générales : assurance de responsabilité civile :

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3, 1792-4, 1792-4-1 et 1792-6 du code civil.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande. Le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le Maître d'Ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des prestations, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de prestations sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des prestations entreprises.

Leurs polices doivent apporter pendant et après la prestation les minimums de garantie suivants :

- Dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- Dommages matériels et/ou immatériels : 3 000 000 € par sinistre.

Dispositions communes :

Par dérogation à l'article 9.2. du CCAG-FCS, pour justifier l'ensemble de ces garanties, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurances, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations au Maître d'Ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le titulaire devra justifier, y compris pour ses éventuels sous-traitants, qu'il a acquitté ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent projet sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Il notifiera au Maître d'Ouvrage toutes modifications affectant son contrat d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc.).

Le titulaire qui conçoit un ouvrage nécessitant des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à la charge du titulaire.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le Maître d'Ouvrage.

16 - Résiliation du contrat

16.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Judiciaire d'Évreux est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

18 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 4.1 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 9 du CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 27 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 28 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.2 du CCAP déroge à l'article 29 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.2 du CCAP déroge à l'article 30 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13 du CCAP déroge à l'article 37 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG Fournitures Courantes et Services
- L'article 15 du CCAP déroge à l'article 9 du CCAG - Fournitures Courantes et Services.